

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation : 21 mars 2023  
Nombre de Membres  
En exercice : 19  
Nombre de présents : 15  
Nombre de votants : 19 (dont 4 pouvoirs)  
Nombre d'exprimés : 19          Pour : 19  
  Contre : 00  
  Abstention : 00  
Majorité absolue : 10

Le mardi vingt-huit mars deux mille vingt-trois, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué le vingt et un mars, s'est réuni salle d'honneur de la mairie, en séance publique et ordinaire, sous la présidence de Monsieur Bruno SCHIRA, Maire.

Etaient présents après appel nominal: Monsieur Bruno SCHIRA, Maire. Monsieur Christian JACQUIER, Monsieur Jean-Pierre LUCAS, Adjoints.

Monsieur Guy GENTY, Monsieur Claude BERTRAND, Monsieur Christophe ARNAUD, Madame Nathalie ROL MILAGUET-FAYAUD, Madame Laurence JANOT-LAVERGNE, Madame Florie AUPETIT- MONNERON, Madame Anne-Sophie LORGUE, Monsieur Bernard MARTIN, Madame Edith BARDET, Monsieur Francis LAFONT, Madame Jacqueline GRELIER, Monsieur Jean-Pierre BRUN, Conseillers Municipaux, formant la majorité des membres en exercice.

Ont donné pouvoir :

Madame Claudine GORIN à Monsieur Christian JACQUIER  
Madame Alexandra LAURENT à Monsieur Christophe ARNAUD  
Madame Dominique SURUN à Monsieur Claude BERTRAND  
Monsieur Daniel-Odon HUREL à Madame Jacqueline GRELIER

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Pierre BRUN.

**DELIBERATION DANS LE CADRE  
DE LA CONCERTATION PREALABLE A L'EXTENSION DU  
PARC D'ACTIVITES DE LA CROISIERE**

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes du Haut Limousin en Marche se situe sur le territoire d'influence du Parc d'Activités de la Croisière, outil de développement économique à vocation industrielle du Nord Limousin.

L'essor économique de nos communes et de nos Communautés de Communes et celui du parc d'activité de la Croisière sont étroitement liés.

Le Parc d'activités de la croisière s'est aujourd'hui 15 sociétés implantées pour plus de 170 emplois directs avec des surfaces cessibles de moins en moins importantes.

Son développement est primordial pour notre territoire afin de continuer à accueillir de nouvelles entreprises génératrices d'emplois donc de nouvelles familles qui contribueront à faire vivre nos commerces, nos services et nos écoles toujours fragiles.

Le Parc d'Activités de la Croisière, c'est aussi une influence sur le tissu économique locale avec des emplois induits liés aux commandes, partenariats et sous-traitance avec les entreprises installées sur notre territoire.

Notre territoire rural souffre et voit sa population diminuer depuis de trop nombreuses années aux profits des métropoles et centres urbains plus créateurs d'emplois, ne pas investir dans cet outil reviendrait à poursuivre inexorablement cette spirale négative.

L'emplacement attractif du Parc d'Activités de la Croisière au croisement de deux routes nationales très fréquentées, ses aménagements, ses accès, son dynamisme actuel, l'absence de friches localement ou le peu d'offres de bâtiment existants sont d'autant d'atouts et de perspectives de croissance pour notre bassin de vie à court terme.

Un bassin économique est en train de se créer, avec une réelle attractivité, des savoirs faire divers et variés avec une offre foncière pertinente pour l'industrie et la logistique.

L'extension du Parc d'Activités de la Croisière permettra de répondre au manque de surfaces disponibles sur un vaste territoire Limousin avec des zones comme à Limoges, Brive ou ailleurs qui ne sont plus en capacité de proposer des surfaces industrielles importantes.

Ne pas lui octroyer de terrains nécessaires à sa croissance serait inévitablement un nouvel obstacle pour le développement du Nord du département de la Haute-Vienne et celui de la Creuse.

Le développement et la croissance d'un territoire rural passe par une gestion harmonisée entre toutes ses composantes créatrices de richesse que sont les services, l'artisanat, l'économie et le monde agricole. Toutes doivent avoir leurs places.

Le SMIPAC gestionnaire du site prend en compte la problématique agricole dans le cadre de l'extension du Parc d'Activités de la Croisière.

D'abord par la réduction de son périmètre d'extension de 70 ha au départ à 46 ha aujourd'hui et par un travail afin de trouver des mesures de compensations et des solutions de remplacement aux terrains agricoles qui seront impactés par ce projet.

L'extension du Parc d'Activités passe également par une prise en compte des problématiques environnementales.

Sa certification continue à la norme ISO 14 001 depuis 2013 témoigne d'une volonté d'aménager ce site afin de minimiser les impacts sur le milieu naturel et de tenir compte des problématiques énergétiques.

L'environnement est pris en compte dans le projet d'extension avec par exemple la préservation de zones humides, pas uniquement pour respecter la réglementation en vigueur mais également pour donner un cadre de vie et de travail agréable aux salariés.

La consommation d'espaces est également un point important du projet d'extension avec la volonté de limiter les créations de voirie, d'utiliser l'existant.

C'est également le cas pour les entreprises qui, ici comme partout en France, doivent respecter des normes environnementales strictes.

Après présentation de ces arguments et enjeux économiques, Monsieur le Maire demande aux élus de se positionner.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, décide :

- De donner un avis favorable dans le cadre de la concertation préalable au projet d'extension du Parc d'Activités de la Croisière,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

Pour extrait conforme

Rendu exécutoire par sa transmission en Sous-Préfecture le **30 MARS 2023**

Et sa publication le **30 MARS 2023**

Le Maire,

Bruno SCHIRA



Le Secrétaire,

Jean-Pierre BRUN

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Délibération dans le cadre de la concertation préalable à l'extension du parc d'activités de La Croisière

---

Date de transmission de l'acte : 30/03/2023

Date de réception de l'accusé de réception : 30/03/2023

---

Numéro de l'acte : DELIB-16-23 ( [voir l'acte associé](#) )

Identifiant unique de l'acte : 087-218705903-20230328-DELIB-16-23-DE

---

Date de décision : 28/03/2023

Acte transmis par : Nathalie MARTIN

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 5. Institutions et vie politique  
5.7. Intercommunalité